

Edmund Phelps: « Les États-Unis ont atteint le plancher, mais la reprise sera très cahoteuse »

Le Prix Nobel d'économie 2006 considère que l'économie américaine a désormais atteint le fond et va mécaniquement se raffermir. Il s'interroge en revanche sur les moteurs de la croissance à moyen terme.

LE FIGARO. – La reprise américaine est-elle assurée ou faut-il craindre que le plan Obama ne parvienne pas à stabiliser la situation ?

Edmund PHELPS. – Nous sommes proches du plancher et je pense qu'il va y avoir un rebond. Bien sûr, on peut imaginer le pire, que le taux de chômage non seulement franchira 10 %, comme je le concède maintenant, mais qu'il atteindra 11 % voire 12 %. C'est toujours possible. Mais il existe des forces naturelles de reprise. Quand les entreprises auront ramené leurs stocks à un niveau normal, il leur faudra reprendre leur production, les gens se sentiront alors soulagés, les perspectives s'amélioreront. En revanche, je suis plus pessimiste quand je me projette à deux, trois ou quatre ans. Je ne vois pas quelles pourraient être les sources de grande prospérité.

Redoutez-vous une reprise en W, un redémarrage suivi d'une rechute, comme au début des années 1980 sous Reagan ?

La reprise sera cahoteuse, mais je ne m'attends pas à un véritable W. À l'époque Reagan – Paul Volcker était président de la Fed –, il y a eu un assouplissement de la politique monétaire suivi d'un coup de frein.

Pourquoi être pessimiste à moyen terme ?

La consommation ne retrouvera pas de sitôt ses niveaux antérieurs. Il faudra des années pour que les ménages reconstituent leur richesse. Ils ont en effet perdu environ les deux cinquièmes de leurs avoirs. Le patrimoine immobilier s'est contracté de près de 40 % ;



F. Bouchon/Le Figaro

de même, les plans de retraite par capitalisation ont perdu de 35 % à 40 %. Les Américains devront épargner beaucoup, cela prendra peut-être quinze ans.

Si le moteur de la consommation fait défaut, l'exportation pourrait-elle prendre le relais ?

Je ne crois pas que l'exportation puisse se substituer à la consommation pour assurer la croissance. Cela impliquerait que la valeur réelle du dollar se déprécie très fortement pour que les exportations retrouvent un niveau de prix compétitif. Les gouvernements étrangers ne seraient pas d'accord. Et même si le dollar s'affaiblissait de façon substantielle, on assisterait à un renchérissement des

importations obligeant les producteurs américains à relever leurs prix et alimentant les revendications salariales. L'économie serait dans une pagaille totale. La Fed serait obligée de serrer la vis pour combattre une inflation par les coûts.

Les déficits publics actuels vous inquiètent-ils ?

Des déficits budgétaires qui dépassent les 10 % du PIB ne sont pas soutenables pendant plusieurs années. On sera donc obligé de procéder à des réductions de dépenses et à des augmentations d'impôts. Les plus riches, ceux qui gagnent plus que la moyenne, paient déjà beaucoup d'impôts. Il n'est pas satisfaisant que le taux marginal de

l'impôt sur le revenu dépasse largement les 50 %, quand on fait la somme de l'impôt fédéral (40 %), des taxes des États et de l'imposition locale. Il est à craindre qu'ils perdent leur envie d'entreprendre.

Vous redoutez également un crédit crunch...

La vigueur de la reprise sera amortie par les banques « zombies », les établissements incapables de prêter. Et aussi par le fait qu'une grande partie du secteur bancaire ne joue plus son rôle de financement des entreprises et de leurs projets d'innovations, comme c'était le cas à l'âge d'or du capitalisme. Il faut recréer des réseaux de banques commerciales qui remplissent cette fonction, comme cela existe dans le secteur agricole.

Êtes-vous moins pessimiste pour l'Europe à moyen terme ?

Les dix années à venir seront décevantes pour les Américains. L'Europe a déjà des tas de problèmes, de dette publique dans certains pays, de faiblesse de l'investissement. Pour simplifier, je dirais que les États-Unis risquent de s'europaniser !

Comment voyez-vous évoluer le capitalisme ?

Cela va être une période éprouvante pour le capitalisme américain. Mais si nous parvenons à faire les réformes nécessaires dans le secteur financier, nous pourrions retrouver le dynamisme qui avait fait la force des années 1950 et 1960.

Propos recueillis par JEAN-PIERRE ROBIN



Par Bernard Hourcade

Ce chercheur au CNRS, spécialiste de l'Iran, s'interroge sur les ressorts du mouvement de résistance, après la réélection d'Ahmadinejad.

Le double effet Obama sur la contestation iranienne

Pourquoi les Iraniens se sont-ils révoltés ? Les fraudes électorales ne sont pas nouvelles, même si celles-ci sont plus massives. La situation économique est très mauvaise et les libertés surveillées, mais cela non plus n'est pas en soi un enjeu nouveau capable de déclencher un tel séisme politique à propos d'élections qui auraient pu être banales pour départager quatre candidats issus du sérail islamique. Le fait nouveau est que pour la première fois depuis l'élection de Mohammad Khatami, en 1997, ces élections avaient un enjeu stratégique majeur : la relation avec les États-Unis.

Par ses discours du Caire au monde musulman et celui du 20 mars aux Iraniens, le président Obama a en effet bouleversé les fondements idéologiques de la politique internationale de la République islamique fondés sur l'hostilité aux États-Unis. En affirmant sa volonté de mettre fin à trois décennies de conflits, sanctions, embargo et ingérences directes dans les affaires iraniennes et de discuter,

de « respecter » la « République islamique d'Iran », le président américain a pris à contre-pied les radicaux iraniens, jusqu'alors confortés dans leur logique d'enfermement par la politique de George W. Bush.

Aucune faction politique iranienne, pas même Mahmoud Ahmadinejad ni le guide Ali Khamenei, ne pouvait refuser la main tendue, mais la délimitation des lignes rouges à ne pas franchir dans les négociations a provoqué des fractures profondes au sein de la classe politique iranienne et donné à ces élections présidentielles un enjeu capital et nouveau. Pour Mahmoud Ahmadinejad et ses partisans, le plus important est l'idéologie islamique. Pour eux, le danger américain vient moins d'une agression militaire ou de sanctions que du risque d'« agression culturelle occidentale » dénoncée sans cesse par le guide Ali Khamenei depuis les années 1990 comme conséquence inacceptable d'une ouverture trop grande à l'économie internationale.

La réélection de M. Ahmadinejad à une forte majorité était donc nécessaire pour s'imposer face aux États-Unis et limiter la normalisation au minimum, en cédant éventuellement sur le nucléaire.

Les autres candidats, dont Mir Hossein Moussavi, pensaient au contraire que la République islamique était assez forte pour trouver un compromis qui permette de lever les sanctions et l'embargo pour que l'Iran trouve sa place dans la mondialisation, tout en gardant son indépendance et son identité. Sans renoncer au caractère islamique du régime, les forces nationalistes et mondialistes se sont d'autant plus rapprochées que, pour la première fois depuis trente ans, les États-Unis étaient enfin disposés à saisir la « main tendue » de la société iranienne favorable à une ouverture internationale. L'hostilité américaine ne poussait plus les nationalistes vers le camp islamiste. C'est là le deuxième effet Obama, tout à fait imprévu.

Le résultat officiel des élections, donnant Mahmoud

Ahmadinejad vainqueur avec 64 % des voix, a été doublement contesté pour les irrégularités mais aussi parce qu'il arrivait à contretemps d'une dynamique qui pouvait permettre à la République islamique de se consolider en évoluant, au moment où les États-Unis changent enfin de politique. Il n'était pas possible de laisser passer cette opportunité tant attendue.

La société iranienne a changé mais reste en marge de la mondialisation à laquelle elle n'a accès que de façon virtuelle, notamment par les médias. Cette transformation n'avait pas trouvé le moyen de se traduire en termes politiques et d'ingérence. Cette cohésion formelle du régime islamique, de la faiblesse des oppositions mais aussi de l'hostilité américaine, qui faisait apparaître les opposants comme des alliés de l'étranger. La contestation électorale a donc été l'étincelle qui a permis à la nouvelle société iranienne de s'exprimer massivement lors des manifestations de Téhéran qui ont

pris un caractère révolutionnaire. La répression vient de faire cesser les manifestations populaires, et un nouveau consensus semble avoir été imposé aux multiples tendances qui gèrent la République islamique. On peut cependant penser que les forces sociales et politiques iraniennes vont poursuivre la contestation car la majeure partie de la société iranienne s'est sentie humiliée.

L'entourage du président américain lui-même a été surpris par cet effet collatéral d'une politique d'ouverture qui a eu plus d'effets que trois décennies d'hostilité et d'ingérence. Les nouveaux rapports de force en Iran semblent avoir incité les Américains, sinon les Européens, à se lancer dans une réflexion de fond pour tenir compte du courage, de la liberté et de la dynamique des Iraniens et repenser les tactiques et stratégies qui continuent de prévoir le recours à la force et aux sanctions. Il y a urgence, car la question nucléaire et la crise afghano-pakistanaise n'attendent pas.



Par Maurice-Ruben Hayoun

Professeur de philosophie à l'université de Genève, l'auteur décrypte les thèmes abordés par le discours de Sarkozy devant le Congrès en les resituant dans la tradition française.

Sarkozy devant le Congrès, entre humanisme et libéralisme

C'est un Nicolas Sarkozy porteur d'un grand projet et animé d'une vaste vision qui s'est présenté devant le Congrès réuni à Versailles. Il est apparu grave et déterminé, pleinement conscient de l'enjeu : montrer aux Français qu'il savait dépasser les clivages pour ne prendre en considération que les intérêts supérieurs de la nation. Pas de dramatisation, pas d'excessive solennité, juste le ton qui convient pour s'adresser au pays avec la ferme volonté de transmettre sa foi en la France et en sa capacité de surmonter la crise.

Le principe architectonique de ce discours est clair : la crise, comment la combattre, quels remèdes apporter aux ravages qu'elle laisse derrière elle, ceux générés par l'exclusion. Pour sortir de l'impasse, le président a fait le pari de marier libéralisme et humanisme, un alliage susceptible de préserver cette cohésion sociale sans laquelle nul, en France, ne peut gouverner. Pour cette raison, Nicolas Sarkozy devait reformuler les thèmes de la campagne présidentielle, que l'irruption

soudaine de cette crise a repoussés à l'arrière-plan. Que vaudraient les avancées technologiques si elles se font au prix d'insoutenables drames humains ? Comment accepter les mutations apparemment inéluctables de l'économie mondiale, s'il faut leur sacrifier nos valeurs les plus chères ?

L'autre thème majeur de ce discours est la nécessité du changement, gage d'un avenir meilleur et d'une France plus forte : le monde a changé, la France doit, elle aussi, changer, qu'on le veuille ou non. La France d'après la crise ne ressemblera pas à celle d'avant la crise. Comment peser sur un tel monde, dont nous ignorons encore presque tout ? Pourrons-nous y préserver le modèle français ? La tradition républicaine nous en fait l'obligation. Le modèle français n'est pas caduc, mais il convient de le transformer afin de l'adapter aux exigences du temps présent. L'héritage légué par les générations précédentes ne suffit plus pour que nous y puissions notre inspiration, car l'avenir n'est écrit nulle part.

Ce discours présente une forte tonalité humaniste. On y perçoit les craintes qui hantent une bonne partie de nos concitoyens. Comment faire renaître l'espoir en des temps meilleurs ? Comment ne pas être démoralisé par cette épidémie quasi quotidienne de licenciements et de fermetures d'usines, de gens qui ont du mal à conserver leur emploi ? Que dire à ces jeunes, parfois surdiplômés mais qui peinent à trouver un travail ? Le président, qui en est pleinement conscient, a même utilisé le terme de malaise.

En fait, la crise a joué un rôle de révélateur. Nicolas Sarkozy a exploré en termes très mesurés les retards accumulés par le pays : retraites, déficits chroniques, endettement colossal, etc. En revanche, il n'a pas mâché ses mots pour dénoncer ce qu'il faut bien nommer le mal français par excellence : l'égalitarisme (nivellement par le bas), que certains confondent allégrement avec l'égalité (offrir à tous les mêmes chances). L'égalité des chances, leitmotiv dans le discours

de tous les gouvernants, de droite comme de gauche : comment faire pour que tous avancent d'un même pas ? On sait l'attachement viscéral des Français à l'école ;

« Il n'a pas mâché ses mots pour dénoncer le mal français par excellence : l'égalitarisme, que certains confondent allégrement avec l'égalité »

il était donc nécessaire de dire que nul ne devrait quitter le système scolaire à l'âge de 16 ans dénué de diplôme et de formation...

À l'examiner de près, ce discours a établi une fusion harmonieuse entre deux principes apparemment opposés : les aspirations légitimes à une tradition humaniste bien française

et les exigences incontournables du libéralisme. Avant d'aborder la seconde partie du quinquennat, le président se devait de rappeler certains principes inséparables de la socioculture française : dans ce pays, nul ne peut s'accommoder d'un dangereux creusement des inégalités. La nouveauté est que seul un train soutenu de réformes peut y remédier. Mais on connaît bien cette mentalité française si rétive aux réformes : leur poursuite est pourtant vitale pour demain. Le paragraphe sur la laïcité est venu à point nommé. Le rappel de l'injonction de Jules Ferry de respecter une stricte neutralité et de ne froisser aucune sensibilité s'imposait, tout comme le refus de la burqa, qui asservit la femme. Ne soyons pas prêts à faire bon marché des valeurs de la République.

Ce discours se signale par de nombreuses occurrences du terme « stratégie », de fréquentes projections dans l'avenir et la nécessité d'anticiper afin de ne pas être pris de court. Un véritable hymne au mouvement, car l'avenir commence aujourd'hui.